

Todes-Anzeige

Autor(en): **Tschumi, J.**

Objektyp: **Obituary**

Zeitschrift: **Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels**

Band (Jahr): **9 (1900)**

Heft 31

PDF erstellt am: **10.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Abonnement: Für die Schweiz 3 Monate Fr. 2.—, 6 Monate „ 3.—, 12 Monate „ 5.—

Inserate: 7 Cts. per 1spaltige Millimeterzeile oder deren Raum.

Abonnements: Pour la Suisse: 3 mois Fr. 2.—, 6 mois „ 3.—, 12 mois „ 5.—

Announces: 7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace.

Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins, 9. Jahrgang | 9. me Année, Organe et Propriété de la Société Suisse des Hôteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.



Todes-Anzeige.

Den verehrlichen Vereinsmitgliedern machen wir hiemit die Trauer-Anzeige, dass unser Mitglied

Herr Arnold Britschgy-Lüthold

Mitbesitzer des Hotel Schweizerhof in Ragaz am 25. Juli nach kurzer Krankheit, im Alter von 32 Jahren gestorben ist.

Indem wir Ihnen hiervon Kenntnis geben, bitten wir, dem Heimgegangenen ein liebevolles Andenken zu bewahren.

Namens des Vorstandes: Der Präsident: J. Tschumi.

Mitglieder-Aufnahmen. Admissions.

Herr Friedrich Wissel, Hotel National, in St. Moritz-Bad

Fachliche Fortbildungsschule des Schweizer Hotelier-Vereins in Ouchy.

Am 15. Oktober nächsthin beginnt der 8. Unterrichtskurs. Anmeldungen sind bis spätestens Ende August am Herrn J. Tschumi, Hotel Beau-Rivage in Ouchy, einzureichen.

Der Aufsichtsrat.

Ecole professionnelle de la Société Suisse des Hôteliers à Ouchy.

Le 8me cours s'ouvrira le 15 Octobre prochain. Les inscriptions doivent être adressées au plus tard d'ici fin Août à Mr. J. Tschumi, Hotel Beau-Rivage à Ouchy.

Le Comité de surveillance.

Oeffentliche Bitte.

Für den hilfsbedürftigen Kollegen quittieren wir hiemit dankend Fr. 5.— von J. L. in C., Fr. 5.— von A. in Ch.

De la responsabilité des Propriétaires d'hôtels.

Nous lisons dans le Verband l'article suivant: "Qui de nous, en voyage, n'a lu, l'esprit distraité, cet avertissement placé en vedette dans la plupart des chambres d'hôtel: "Le propriétaire de l'hôtel n'est responsable que des valeurs confiées à lui personnellement."

Il y a dans la banalité de cet avis plus de conséquences qu'on ne le suppose en général. Cela veut dire que quelque honorable que soit la maison à laquelle on demande l'hospitalité, l'œil du maître ne peut tout voir; que malgré la confiance qui doit être accordée à un personnel rigoureusement choisi, il peut se trouver dans ce personnel quelque employé sujet à caution.

Dieu merci! les vols dans les hôtels sont rares. Cependant ils s'y produisent parfois... comme ailleurs.

Doit la précaution prise par les hôteliers de restreindre leur responsabilité aux valeurs qui ont été confiées à leur surveillance personnelle.

Si restreinte que paraisse cette garantie, je ne demande, si les maîtres d'hôtels en apprécient toute la portée.

Admettent-ils par exemple, qu'un client pourra, quelque soir confier à leur vigilance des centaines de mille francs et qu'ils en auront "gratuitement" le souci, tandis que leur client ira dormir à poings fermés?

Admettent-ils que, volés par un employé infidèle, ils pourront du jour au lendemain, passer de l'aisance à la ruine?

Il est certain que ces soucis ne hantent pas trop l'esprit des hôteliers et qu'ils entendent limiter leur responsabilité au trésor d'une valeur généralement très relative qu'un voyageur porte avec lui.

Cependant, le cas que je viens de citer, peut arriver. Il arrive même, puisqu'il n'y a guère plus de vingt jours, il se produisit à Naples, à l'Hôtel de Genève.

L'Hôtel de Genève à Naples, qu'on me permette de le dire de suite, est une de ces maisons qu'une longue carrière d'honorabilité a consacrée, que les voyageurs estiment et où ils aiment à se retrouver.

Là, ils se sentent en sécurité et leurs valeurs déposées entre les mains du Chef de la Maison, y sont comme à la Banque de Naples, ou à la Banque de France.

Cette légitime confiance explique pourquoi, l'autre soir, deux voyageurs, un négociant en perles fines de Vienne et un bijoutier (ou son représentant) de Paris, déposaient à l'heure du coucher, leurs précieuses sacoches entre les mains du secrétaire de l'hôtel.

L'ensemble de ce dépôt représentait un assez joli denier, 250,000 francs.

Le secrétaire ouvrit le coffre-fort à sa destination; il y plaça les deux sacs, repoussa la porte de fer, et nos deux voyageurs s'en furent dormir.

Mais le lendemain matin, lorsqu'ils vinrent réclamer leur bien, le secrétaire avait disparu. Seul, dans l'ombre de la nuit, il avait doucement ouvert la caisse; armé d'un rasoir, il avait éventré les sacs, s'en était approprié le contenu et avait filé.

Je passe sur les détails, les enquêtes et le reste pour dire simplement, que jusqu'à ce jour, ce misérable a échappé aux recherches de la police.

Mais à vrai dire, est-ce qu'un hôtelier peut être absolument responsable dans un cas pareil?

Est-ce que du chef des dépositaires, il n'y a pas imprudence, légèreté même, de se dessaisir ainsi d'un trésor entre les mains d'un simple secrétaire?

On ne remet pas ainsi, ce me semble, des centaines de mille francs au bureau d'un hôtel sans crier gare et sans attirer tout au moins l'attention du chef de la maison sur un fait d'aussi grave importance.

Et puis, il faudrait s'entendre sur ce qu'on appelle responsabilité.

En principe, on ne répond d'une éventualité que, si cette éventualité offre une contre-partie. Les compagnies d'assurances qui nous garantissent contre certains risques exigent le paiement d'une prime en compensation de leurs engagements.

Quant au maître d'hôtel, lui, il garantit bénévolement, gratuitement, car il ne fait pas payer au voyageur, qui le charge de ses valeurs, un centime de plus qu'à celui qui ne lui confie rien.

Est-ce logique? Donc à mon avis, si une responsabilité de cette nature doit être exercée, elle ne peut l'être que dans une limite restreinte.

En tout cas, cet exemple doit éveiller l'attention de tous les propriétaires d'hôtels et leur faire apprécier, jusqu'à quel point leur situation peut être atteinte, même dans les cas les plus imprévus.

Ils ne sauraient en conséquence se montrer trop circonspects, à l'égard de ces dépôts, que l'on fait parfois, trop légèrement dans leurs bureaux.

Enfin, si d'après leurs propres avertissements, ils entendent être responsables du bien de leurs clients, ils doivent aviser également ceux-ci que leur responsabilité ne peut pas être illimitée.

Simon, telle l'épée de Damoclès, la ruine planera sans cesse au-dessus de leur tête.

Ch. Guitoula.

Vertragsbruch.

Zu unserem Artikel betr. des häufig vorkommenden Vertragsbruch seitens der Angestellten, schreibt "Die Küche", das Organ des Verbandes deutscher Köche u. a.:

"Wenn in den Kreisen der Köche schon derartige Hinterlistigkeiten, wie sie die "Schweizer Hotel-Revue" schildert, vorgekommen sind, so kann man meist nicht allein dem Koch die Schuld beimessen. In der Regel ist das betreffende Etablissement, wohin der Koch engagiert ist, "verschrieen". Man kann dem Koch, wenn er zu berechtigten Klagen Anlass hat, nicht übel nehmen, dass es ihm nicht gefällt. Aber dass er Reissaus nimmt oder unter Vorpiegelung falscher Tatsachen, d. h. unter unwahren Angaben das Weite sucht, um eine reserviert gehaltene Stellung anzutreten — das ist ein schreiendes Unrecht, das er an dem Arbeitgeber und schliesslich an sich selbst begeht. Der Arbeitgeber wird dadurch nur verbittert, und die Ständeshre, die dem Kochberuf zu zollende Achtung, leidet darunter. Ein solcher gewissenloser Angestellter schädigt sich und seine Kollegen. Wir empfehlen unseren jungen Köchen den einzig richtigen Weg der Beschwerdeführung beim Prinzipal. Wenn der junge Koch in anständiger, gebildeter Weise zu seinem Prinzipal kommt und ihn in ruhigem Tone auf unaussprechbare Mängel, auf ihm widerfahrenes Unrecht etc. aufmerksam macht, so wird er meist ein williges Ohr finden. Jedemfalls aber setzen wir voraus, dass jeder Koch soviel Achtung vor sich selbst und dem ganzen Stande besitzt, dass er keinen Kontraktbruch begeht oder in vertragslosem Verhältnis nicht

einfach in Nacht und Nebel verschwindet! Auch die Ständesinteressen leiden darunter; und dem je mehr Achtung man vor einem Stand hat, desto höher steigt das Durchschnitts-Gehalt, desto besser werden die Arbeitsverhältnisse."

Bernhard Simon †.

In Baden-Baden, wo er seit letzten Herbst Aufenthalt genommen, verschied am letzten Sonntag nach langer Krankheit im hohen Alter von 84 Jahren Herr alt Direktor Bernhard Simon von Ragaz. Einem Naach der Basler N. chr. entnehmen wir über den Verstorbenen: Simon war der Sohn einfacher, braver Eltern von Niederrurnen im Glarnerlande. Den energischen Mann zog es, wie so viele seiner Landsleute, früh schon fort aus seiner eignen Heimat in die weite Welt. In St. Petersburg gelang es ihm, als Architekt eine bedeutende Stellung zu erobern, in welcher er sein hervorragendes Baulalent zu richtiger Geltung und Vervollkommenung bringen konnte. Im Anfang der Fünfzigerjahre, da die Schweiz die Epoche ihres Eisenbahnwesens übertraf, kam Simon nach St. Gallen und hier entfaltete er als Architekt, Eisenbahntechniker, Bauunternehmer und als Mitglied des Gemeinderates bald eine intensive und weit ausgreifende Thätigkeit. Simon war der erste, der in und für St. Gallen die Anlage ganzer neuer Quartiere, speziell in unmittelbarer Nähe des Bahnhofes, projektierte und auch mit gutem Erfolge durchführte; die Stadt ist ihm in dieser Richtung heute noch grossen Dank schuldig. Nicht weniger wertvoll sind die Verdienste, die er sich um das Zustandekommen der Vereinigten Schweizerbahnen, deren Betriebsleitung für die Strecke Rorschach-St. Gallen-Winterthur er einige Jahre inne hatte, und um die weitere Gestaltung des st. gallischen Eisenbahnwesens übertraf. Als im Vorwinter des Jahres 1896 der st. gallische Grosse Rat aus guten Gründen den Beschluss gefasst hatte, das Bad und die Therme von Pfäfers in der Taminschlucht und ebenso den Hof Ragaz zu verkaufen, eventuell zu verpachten, ernannte er im Frühjahr 1897 die Herren Simon und Dolfus zu Pächtern besagter Staatsbesitzungen für die Dauer von 100 Jahren. Hr. Dolfus konnte dem Unternehmen nicht lange seine Kraft widmen; die ganze schwere Last lag alsbald einzig auf den Schultern des Hrn. Simon. Dieser war aber auch in stande, sie zu tragen und die grosse Aufgabe, die seiner wartete, nach allen Richtungen in geradezu glänzender Weise zu erfüllen. Es lässt sich gar nicht denken, wie es möglich gewesen wäre, für Ragaz und die Hebung und Förderung der Therme bei Pfäfers, bezw. des Kurortes Ragaz-Pfäfers, eine tüchtigere und bessere Kraft zu gewinnen, als sie in Hrn. Simon gewonnen war. Vordem war Ragaz ein wenig bekanntes, kleines und unscheinbares Thermenbad, im Zeitraum weniger Jahre es sich dann zu einem weltberühmten europäischen Kurorte ausgebildet, dessen Bedeutung und Renommé nicht erst zu schildern ist. Was Ragaz geworden, was es heute ist und was es, solange seine heilkräftige Therme blüht, wohl immer bleiben wird, das verdankt es in erster Linie und in einem gewissen Sinne sogar ausschliesslich der vielseitigen Begabung, Unsicht, Energie und dem rastlosen Fleisse des Herrn Direktor Simon. Sein Name ist mit der neuern Geschichte der Therme, der Bäder und des Weltkurortes von Ragaz-Pfäfers für alle Zeiten verknüpft. Auch wann und wo es galt, in Ragaz und im weitem Kanton St. Gallen ein grosses gemeinnütziges Werk zu schaffen, stand Hr. Direktor Simon oft an der Spitze und in vielen Fällen in der vor-dersten Reihe der Initiatoren; die Armer- und Bedürftigen im St. Galler Oberland und in der benachbarten bündnerischen Herrschaft haben am letzten Sonntag ihren grössten Wohlthäter verloren. Eine lange Reihe von Jahren war Hr. Simon als Angeordneter der Gemeinde Ragaz auch Mitglied des St. Gallischen Grossen Rates; auch in dieser Eigenschaft leistete er dem Staate, gestützt auf seine reichen Kenntnisse und Erfahrungen im Baufache, die er gerne in den Diensten des allgemeinen Besten stellte, viele vorzügliche Dienste. In's Grossenalter getreten, zog sich der Gründer des heutigen Ragaz, nachdem er ein grosses Tagwerk geleistet und glücklich vollendet hatte, von den Geschäften zurück, indem er das Etablissement seinen beiden Söhnen, die es in des Vaters Geist weiterführen, abtrat.

Frage.

Ist einer meiner Herren Kollegen in der Lage, mir eine Firma zu nennen, welche Maschinen liefert zum Glätten von Kragen, Manchetten und Plastrons von Herrenhemden? Gebl. Mitteilungen erbeten an die Redaktion. N. A.